

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIÈRE
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

| Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BANQUE MICHEL INCHAUSPE - BAM I

Société Anonyme à Conseil d'Administration
 Au capital de 35.666.120,39 Euros
 Siège social : 76, Avenue du 8 mai 1945 – 64100 Bayonne
 312 214 315 R.C.S Bayonne

Directeur Général : Jean-Paul Inchauspé

Exercice du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023

A. — COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2023.**I. — BILAN.**

Actif	2023	2022
Opérations interbancaires et assimilées	79 691	43 571
Caisse, banques centrales, CCP	72 752	38 138
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit	6 939	5 433
Opérations avec la clientèle	329 697	308 510
Créances sur la clientèle	329 697	308 510
Obligations et autres titres à revenu fixe	72 580	25 817
Actions et autres titres à revenu variable	114 697	235 916
Participations et autres titres détenus à long terme	684	631
Parts dans les entreprises liées	3 796	3 597
Immobilisations incorporelles	2 339	1 948
Immobilisations corporelles	4 341	4 854
Autres actifs		
Comptes de régularisation	8 860	8 671
Total de l'actif	616 684	633 515

Hors-bilan	2023	2022
Engagements donnés de l'activité bancaire		
Engagements de financement	85 379	106 661
Engagements en faveur de la clientèle	85 379	106 661
Engagements de garantie	56 956	54 639
Engagements d'ordre des établissements de crédit	3 229	3 387
Engagements d'ordre de la clientèle	53 727	51 252
Engagements sur titres		

Passif	2023	2022
Opérations interbancaires et assimilées	7 211	5 209
Banques centrales, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit	7 211	5 209
Opérations avec la clientèle	554 566	583 878
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse		
Total des dettes représentées par un titre		
Comptes de régularisation et passifs divers	7 342	4 171
Provisions pour risques et charges	609	27
Fonds pour risques bancaires généraux	1 000	1 000
Capitaux propres		
Capital souscrit	35 666	30 000
Primes d'émission	3 698	
Réserves	27 682	27 682
Provisions réglementées		
Report à nouveau	-18 452	44
Résultat de l'exercice	7 361	-18 496
Total des capitaux propres	55 955	39 230
Total du passif	616 684	633 515

Hors-bilan	2023	2022
Engagements reçus de l'activité bancaire		
Engagements de financement		
Engagements de garantie	234 454	222 919
Engagements reçus d'établissements de crédit	17 186	20 764
Engagements reçus de la clientèle	217 268	202 155
Engagements sur titres	451	626

II. — COMPTE DE RÉSULTAT.

(En milliers d'Euros)	2023	2022
Produits nets d'intérêts et revenus	13 356	8 627
Intérêts et produits assimilés	16 208	9 513
Sur opérations avec les établissements de crédit	4 298	413
Sur opérations avec la clientèle	9 404	8 039
Sur obligations et titres à revenu fixe	2 506	1 062
Intérêts et charges assimilés	-2 853	-886
Sur opérations avec les établissements de crédit	-1	0
Sur opérations avec la clientèle	-2 852	-886
Sur obligations et titres à revenu fixe	0	0
Produits sur opérations de location simple	0	5
Revenus des titres à revenu variable	1	2
Produits nets des commissions	6 839	6 764
Commissions (produits)	8 747	8 012
Commissions (charges)	-1 908	-1 249
Produits ou pertes nets sur opérations financières	6 908	-27 212
Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation	2	3
Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés	6 906	-27 215
Autres produits nets d'exploitation	267	211
Autres produits d'exploitation bancaire	274	217
Autres charges d'exploitation bancaire	-7	-6
Produit net bancaire	27 369	-11 604
Charges générales de l'exploitation	-16 594	-14 021
Frais de personnel	-9 972	-8 884
Participation des salariés	-191	0
Autres frais administratifs	-5 497	-5 137
Dotation aux amortissements et provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	-933	-849
Résultat brut d'exploitation	10 776	-26 474
Coût du risque	-2 095	-1 069
Résultat d'exploitation	8 681	-27 543
Gains nets sur actifs immobilisés	-3	45
Résultat courant avant impôt	8 677	-27 498
Résultat exceptionnel	0	9 000
Impôts sur les bénéfices	-1 316	0
Dotation/reprise de FRBG et provisions réglementées	0	2
Résultat net	7 361	-18 496

III. — ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS.

1. – FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE.

- Une année marquée par un bon niveau d'activité malgré un contexte de taux défavorable et une inflation toujours présente

Après une année 2022 marquée par l'explosion des taux et la reprise de l'inflation, la récession a finalement été évitée en 2023, malgré la poursuite de la hausse des taux courts.

Dans ce contexte inflation/hausse des taux qui perdure depuis 2 ans, l'Europe a fait preuve de résilience avec une croissance d'environ 0,5%, 0,9% pour la France, et les clients de la BAMl ont maintenu un bon niveau d'activité.

La production de crédits aux professionnels est restée élevée en lien avec une dynamique de soutien des projets de la clientèle par la BAMl.

Au 31/12/2023 le montant du poste « Opérations avec la Clientèle » a évolué de 308 510 K€ à 329 697 K€ (voir détail note 2).

- **Evolution de la répartition des actifs financiers**

C'est dans ce contexte d'évolution de taux que la BAMl a modifié la répartition de ses actifs financiers pour affecter la trésorerie issue de la cession d'une partie de son portefeuille titres au mécanisme de facilités de dépôt proposé par la Banque de France.

Au 31 décembre 2023, le montant des postes « Actions et autres Titres à revenu variable » et « Obligations et autres titres à revenu fixe » s'élève à 114 697 K€ contre 235 916 K€ au 31/12/2022, en contrepartie, le total des « Opérations Interbancaires » s'élève à 79 691 K€ contre 43 571 K€ en 2022 (voir notes 1 et 8).

Les mouvements d'achat/vente de certaines lignes du portefeuille titres ont généré pour le 1^{er} semestre une moins-value nette de - 20 021 K€, compensée par une reprise de provisions constituées à la clôture de l'exercice 2022 pour un montant de +23 159 K€. Pour le second semestre 2023, une externalisation de plus-value a généré un résultat de 3 617 K€. Ces montants sont repris dans la note 28.

Renforcement des Fonds Propres

A la fin du 1^{er} semestre la BAMl a réalisé une augmentation de capital pour un montant total de 9 364 250 € dont 3 698 129,61 € de prime d'émission.

Cette augmentation s'inscrit dans le plan de renforcement des fonds propres de la BAMl afin de répondre à l'évolution des exigences prudentielles (voir note 39).

- **Procédure Remboursement Sommes engagées auprès de l'éditeur SAB**

Cette procédure est toujours en cours d'instruction et suit le calendrier judiciaire prévu. Les échanges qui ont eu lieu sur l'exercice n'ont pas débouché à ce jour sur un arbitrage ou négociation.

Pour mémoire, la société BAMl, filiale de BAKIA, avait entrepris en 2015 de remplacer son système d'information de « core banking » via le déploiement d'un progiciel unique. L'abandon de ce projet a conduit la société, dans le cadre d'une procédure lancée en 2019, à demander le remboursement de la totalité des sommes qu'elle a engagées auprès de l'éditeur.

2. – ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Néant.

3. – PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES GÉNÉRAUX**a. PRINCIPALES RÈGLES D'ÉVALUATION ET DE PRÉSENTATION DES COMPTES INDIVIDUELS**

Les comptes annuels de la Banque Michel Inchauspé (ci-après BAMl) ont été établis conformément aux dispositions réglementaires comptables applicables aux établissements de crédit, au règlement ANC (Autorités des Normes Comptables) n°2014-07, complété par l'application du règlement ANC n°2020-10 du 22 décembre 2020, portant principalement sur l'épargne réglementée et les prêts de titres.

Les montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire.

Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant, des écarts entre les montants présentés dans les états financiers et ceux présentés dans les notes annexes.

Au 31/12/2023, le portefeuille Titres de placement a été valorisé sur la base des inventaires transmis par les sociétés de gestion. Les inventaires annuels des fonds dédiés détenus dans le portefeuille sont assortis d'une attestation des commissaires aux comptes des sociétés de gestion. Concernant les lignes Lyxor Dette Midcap les éléments chiffrés sont issus du dernier rapport du gestionnaire daté du 31 décembre 2023.

b. CHANGEMENTS MÉTHODES COMPTABLES

Néant

c. PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRAUX

Les comptes annuels sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principes comptables spécifiques sont présentés dans les différentes notes annexes auxquelles ils se rapportent

4. – INFORMATIONS SUR LE BILAN ET HORS BILAN

a. OPÉRATIONS INTERBANCAIRES

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles peuvent se composer de comptes ordinaires, de prêts ou d'emprunts ainsi que de valeurs ou titres reçus ou donnés en pensions livrées. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme.

La BAMl détient uniquement des créances sous forme de compte courant de trésorerie interbancaire. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale, augmentées des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme). Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées. La BAMl n'a aucune dette auprès des établissements bancaires.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit (par exemple BPI).

Les garanties données auprès des établissements de crédit concernent essentiellement des activités de mise en place de crédit-bail en faveur de notre clientèle. Notre engagement se limite au montant amorti en cours de la dette de notre clientèle.

b. OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

Comptabilisation des commissions reçues et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours :

Application des articles ANC 2014-07 Titre 1 ci-dessous :

Art. 2111-1

Le présent titre s'applique aux établissements assujettis suivants :

- les établissements de crédit, les sociétés de financement et les compagnies financières mentionnés respectivement aux articles L.511-1 et L.517-1 du Code monétaire financier et les compagnies financières holding mixtes appartenant à un conglomérat financier dont la surveillance est coordonnée par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, et hors conglomérats à dominante assurance ;
- les entreprises d'investissement visées à l'article L.531-4 du Code monétaire et financier, (hors sociétés de gestion de portefeuille), ainsi qu'aux personnes morales membres des marchés réglementés ou effectuant une activité de compensation d'instruments financiers, visés respectivement à l'article L.421-8 et aux points 3, 4 et 5 de l'article 442-2 dudit code.

Art. 2111-2

Entrent dans le champ d'application du présent titre les commissions reçues par un établissement assujetti ainsi que les coûts marginaux de transaction qu'il supporte à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours.

Le présent titre concerne également la comptabilisation des commissions reçues et des coûts marginaux de transaction liés aux opérations de crédit-bail ou à toute opération de location assortie d'une option d'achat.

Les dispositions du présent titre s'appliquent aux commissions reçues et aux coûts marginaux de transaction indépendamment de leur date de perception ou de versement.

Sont exclus du champ d'application les commissions reçues et les coûts marginaux qui constituent la rémunération, ou les dépenses associées à la fourniture au client d'une prestation additionnelle excédant les services indispensables à la mise en place et à la gestion de l'opération de financement.

Les frais recouverts par l'établissement assujetti auprès du client emprunteur pour le compte d'un tiers sont également exclus du champ d'application.

Art. 2121-1

Les coûts marginaux de transaction sont des coûts qui n'auraient pas été en cours si l'établissement assujetti n'avait pas octroyé ou acquis l'encours de crédit.

Les coûts marginaux de transaction englobent notamment :

- les rémunérations spécifiques versées aux employés agissant comme agents de vente ;
- les honoraires et commissions versés aux apporteurs d'affaires, lorsque ceux-ci orientent un client vers l'établissement assujetti considéré pour souscrire un crédit ;
- les frais de conseils.

Les coûts marginaux de transaction n'incluent pas les coûts internes d'administration, et en particulier les coûts fixes internes liés aux salaires du personnel de l'établissement octroyant le crédit, ni les frais de siège, ni le coût de financement du crédit octroyé par l'établissement assujetti considéré.

Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné. La BAMl utilise la méthode alternative de l'article 2131-5 de l'ANC 2014-07.

Crédits

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Ces créances sont enregistrées au bilan à leur valeur nominale nette des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné. La BAMl utilise la méthode alternative de l'article 2131-5 de l'ANC 2014-07.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

Prêts garantis par l'Etat

Le prêt garanti par l'Etat (PGE) est un dispositif de soutien mis en place en application de l'article 6 de la loi n°2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificatives pour 2020 et de l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement à partir du 16 mars 2020 afin de répondre aux besoins de trésorerie des sociétés impactées par la crise sanitaire Covid-19.

Le dispositif a été prolongé jusqu'au 30 juin 2022 par la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022. Le PGE doit répondre aux critères d'éligibilité communs à tous les établissements distribuant ce prêt définis par la loi.

Le PGE est un prêt de trésorerie d'une durée d'un an qui comporte un différé d'amortissement sur cette durée. Les sociétés bénéficiaires pourront décider, à l'issue de la première année, d'amortir le PGE sur une durée d'une à cinq années supplémentaires ou de commencer l'amortissement du capital seulement à partir de la deuxième année de la période d'amortissement en ne réglant que les intérêts et le coût de la garantie de l'Etat.

Pour les sociétés éligibles, le montant du PGE est plafonné, dans le cas général (hors entreprises innovantes et de création récente, et hors PGE Saison pour notre clientèle de Tourisme / Hôtellerie / Restauration par exemple), à 25 % du chiffre d'affaires de la société. Le PGE bénéficie d'une garantie de l'Etat à hauteur de 70 à 90 % selon la taille de l'entreprise, les banques conservant ainsi la part du risque résiduel. La garantie de l'Etat couvre un pourcentage du montant restant dû de la créance (capital, intérêts et accessoires) jusqu'à l'échéance de son terme. La garantie de l'Etat pourra être appelée avant la échéance du terme en présence d'un événement de crédit.

La pénalité de remboursement anticipé est fixée au contrat et de manière raisonnable (2 % du capital restant dû pendant la période initiale du prêt, de 3 à 6 % du capital restant dû pendant la période d'amortissement du prêt). Les conditions de prorogation ne sont pas fixées par anticipation mais établies deux à trois mois avant l'échéance de l'option de prorogation, en fonction des conditions de marché.

Les PGE ne peuvent pas être couverts par une autre sûreté ou garantie que celle de l'Etat sauf lorsqu'ils sont octroyés dans le cadre d'un arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances.

Il est admis que le professionnel ou le dirigeant puisse demander ou se voir proposer, la souscription d'une assurance décès mais pas se la faire imposer.

Concernant la garantie de l'Etat, elle est considérée comme faisant partie intégrante des termes du contrat et est prise en compte dans le calcul des dépréciations pour pertes de crédit attendues. La commission de garantie payée à l'octroi du crédit à l'Etat est comptabilisée en résultat de manière étalée sur la durée initiale du PGE selon la méthode du Taux d'Intérêt Effectif (TIE). L'impact est présenté au sein de la marge nette d'intérêt.

Créances Douteuses

Le suivi des créances détenues sur la clientèle s'appuie sur un système de notation interne des contreparties. La notation interne s'effectue principalement par équivalence à la cotation Banque de France, qui est un outil d'évaluation externe à la banque, et lorsque la concordance n'est pas applicable par la prise en compte d'une série de critères discriminants et déterminants permettant de couvrir les différents cas de figure représentant notre clientèle.

Suite à l'évolution de la cotation Banque de France, la BAMl a adapté sa grille de notation interne afin de refléter la qualité de la contrepartie de la façon suivante :

Notation Interne :

BAMI : notations 2023	Signification	Origine BDF	Origine BAMI
BAMI : notations 2023	Signification	Origine BDF	Origine BAMI
A+ (nouvelle note)	Excellente+	Équivalence	
A	Excellente	Équivalence	Critères BAMI
B+ (nouvelle note)	Très satisfaisante+	Équivalence	
B	Très satisfaisante	Équivalence	Critères BAMI
C+ (nouvelle note)	Forte+	Équivalence	
C	Forte	Équivalence	Critères BAMI
D+ (nouvelle note)	Bonne	Équivalence	
D	Intermédiaire	Équivalence	Critères BAMI
D- (nouvelle note)	Faible	Équivalence	Critères BAMI
E	Menacée	Équivalence	Critères BAMI
F	Fortement compromise	Équivalence	
G, G1 ou G2	Défaillante	Équivalence	Critères BAMI

Cette notation fait l'objet d'une mise à jour permanente lors du renouvellement de chaque dossier, et d'un contrôle et d'une validation annuels par le Département Engagements (pour les notations déterminées par les critères internes).

Conformément aux articles 2211-1 à 2251-13 du règlement ANC 2014-07, les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un engagement au moins présente un risque de crédit avéré. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution. Le déclassement en encours douteux s'opère en particulier systématiquement lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les crédits immobiliers et neuf mois pour les créances sur les collectivités locales).

Par application du principe de contagion, la classification en douteux d'une créance entraîne celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur.

Au sein de l'encours douteux, les créances douteuses compromises sont celles dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé. Sont en particulier identifiées comme telles les créances échues de leur terme et les créances qui sont douteuses depuis plus d'un an, sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé (par exemple, celles pour lesquelles les clauses contractuelles sont respectées ou celles assorties de garanties permettant leur recouvrement).

Lorsque ses droits en tant que créancier sont éteints, l'établissement de crédit sort les encours concernés de ses actifs par la contrepartie d'un compte de perte. Les dépréciations antérieurement constituées font alors l'objet d'une reprise.

Les créances douteuses sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine et lorsque la contrepartie ne présente plus de défaillance.

Les créances qui sont restructurées (hors restructurations commerciales) sont identifiées dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale pendant une période d'observation de 2 ans, si l'exposition était saine au moment de la restructuration ; 3 ans si elle était en défaut. Celles restructurées, à des conditions hors marché, font l'objet d'une décote représentative de la valeur actuelle de l'écart d'intérêt futur.

Dépréciation

Les dépréciations sur créances douteuses couvrent les pertes prévisionnelles, calculées en valeur actualisée par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels. Le risque est apprécié créance par créance en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques, les garanties appelées ou susceptibles de l'être sous déduction des coûts liés à leur réalisation, l'état des procédures en cours.

Par ailleurs, le montant des dépréciations ne peut être inférieur aux intérêts enregistrés sur les encours douteux et non encaissés.

Les provisions concernant les engagements par signature et les litiges avec la clientèle sont inscrites au passif du bilan en « provisions pour risques et charges ».

Au compte de résultat, les dotations et reprises de dépréciations et provisions, les pertes sur créances irrécouvrables, les récupérations sur créances amorties, l'effet de l'actualisation des flux futurs sur les pertes prévisionnelles et les décotes calculées sur les créances restructurées ayant un caractère douteux sont regroupés dans la rubrique « Coût du risque ». Il en est de même pour les reprises de dépréciation des créances douteuses et douteuses compromises ainsi que pour l'amortissement de la décote (sur les créances restructurées ayant un caractère douteux) lié au passage du temps.

En revanche, la décote constatée lors de la restructuration d'une créance inscrite en encours sain ainsi que son amortissement du fait du passage du temps sont réintégrés sur la durée de vie dans la marge d'intérêt.

c. PORTEFEUILLES TITRES

Principes comptables. — Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ainsi que les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations. Les mouvements de dépréciations sont inscrits en coût du risque.

Lors d'une opération de prêt de titres, les titres prêtés cessent de figurer au bilan et une créance représentative de la valeur comptable des titres prêtés est constatée à l'actif.

Lors d'une opération d'emprunt de titres, les titres empruntés sont enregistrés dans la catégorie des titres de transaction en contrepartie d'un passif correspondant à la dette de titres à l'égard du prêteur pour un montant égal au prix de marché des titres empruntés du jour de l'emprunt. Les titres empruntés sont présentés au bilan en déduction de la dette représentative de la valeur des titres empruntés.

Les opérations sur titres de transaction, de placement et d'investissement sont comptabilisées conformément aux articles 2311-1 à 2381-5 du règlement ANC 2014-07.

Les règles d'évaluation et de classement sont ainsi présentées de la manière suivante :

Titres de transaction

Ce sont les titres qui, à l'origine, sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme. Ils sont négociables sur un marché liquide avec des prix de marché accessibles aux tiers dans des conditions de concurrence normale. Il peut s'agir de titres à revenu fixe ou de titres à revenu variable.

Ces titres sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, hors frais d'acquisition.

À la clôture, ces titres sont évalués au prix du marché du jour le plus récent ; les variations qui en résultent sont portées dans le compte de résultat.

Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent, sauf situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ou en cas de disparition d'un marché actif pour les titres à revenu fixe, être transférés vers une autre catégorie comptable, et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie de bilan par cession, remboursement intégral, ou passage en pertes.

Au 31 décembre 2023, la BAMl ne détient aucun titre de cette nature.

Titres de placement

Ce sont les titres qui ne relèvent pas des autres catégories (titres de transaction, titres d'investissements, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées).

Pour la BAMl, les titres de placement sont composés :

— Actions et autres titres à revenu variable :

Ces titres sont inscrits à leur coût d'achat hors frais d'acquisition ou à leur valeur d'apport.

À la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres font l'objet d'une dépréciation. Celle-ci est appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Les revenus attachés aux actions classées en titres de placement (dividendes) sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable » quand leur distribution a été décidée par l'organe compétent.

Les plus et moins-values de cession réalisées sur les titres de placement, ainsi que les dotations et reprises de dépréciations sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

Au cours de l'exercice 2023, les provisions liées aux moins-values latentes 2022 sur nos titres OPCVM, ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres, ont totalement été reprises. Le montant des reprises liées à des cessions s'élève au 31/12/2023 à + 23 159 K€.

Il n'y a pas de dotation de dépréciation comptabilisée pour ce portefeuille au 31/12/2023.

— Obligations et autres titres à revenu fixe :

Ces titres sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition hors coupon couru et hors frais d'acquisition. A la date de clôture de l'exercice, les intérêts courus à percevoir attachés aux obligations et autres titres à revenu fixe de placement sont portés dans un compte de créances rattachées en contrepartie du poste « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat. Les différences éventuelles entre les prix d'acquisition et les valeurs de remboursement (primes si elles sont positives, décotes si elles sont négatives) sont étalées sur la durée de vie des titres concernés. L'étalement est effectué par application de la méthode actuarielle. A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable (corrigée des amortissements et reprises des décotes ou primes) et le prix de marché des titres font l'objet d'une dépréciation. Celle-ci est appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Un ensemble homogène est composé de titres à revenu fixe qui présentent de façon stable une sensibilité aux variations de taux d'intérêt à peu près équivalente, en valeur absolue, à celle des autres titres du même ensemble.

Au 31/12/2023, le montant des plus ou moins-values, ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres, a donné lieu à un ajustement de la dépréciation 2022 se traduisant par une reprise de provision pour un montant de 152 K€.

Titres d'investissement

Ce sont des titres à revenu fixe, assortis d'une échéance, acquis avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance et pour lesquels la BAMl dispose de la capacité de financement nécessaire et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention. Ils sont enregistrés à leur date d'acquisition au prix d'acquisition. L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres à l'échéance est étalé en utilisant la méthode actuarielle.

Lors de l'arrêté comptable, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres à revenu fixe ne font pas l'objet d'une dépréciation.

En cas de risque de défaillance de l'émetteur, une dépréciation est comptabilisée en application des dispositions du Titre 2 du livre II du règlement ANC 2014-07.

Au 31 décembre 2023, la BAMl ne détient aucun titre de cette nature.

d. TITRES DE PARTICIPATION, PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES ET AUTRES TITRES DÉTENUS À LONG TERME

Il s'agit :

- D'une part des Titres de participation et parts dans les entreprises liées dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la BAMl parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice ou d'en assurer le contrôle. A la clôture de l'exercice, ils font individuellement l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées lorsque leur valeur d'utilité est inférieure au coût historique. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de l'utilité de ces entreprises pour l'établissement (caractère stratégique, volonté de soutien ou de conservation) et de critères objectifs (actif net comptable, actif net réévalué, éléments prévisionnels). Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.
- D'autre part des Autres titres détenus à long terme, acquis dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence sur elle en raison du faible pourcentage de droits de vote détenus. Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme sont comptabilisés à leur coût d'achat, hors frais d'acquisition. Les revenus attachés à ces titres (dividendes) sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Ces titres enregistrés parmi les Titres de Participation et les Autres Titres Détenus à Long Terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

e. CONVERSION DES ACTIFS ET PASSIFS LIBELLÉS EN DEVISES

Conformément aux articles 2711-1 à 2731-1 du règlement ANC 2014-07, les éléments d'actif et passif libellés en devises sont évalués au cours de clôture au comptant de la devise concernée. Les pertes ou gains résultant de ces conversions, ainsi que les différences de change réalisées sur les opérations de l'exercice, sont portés dans le compte de résultat.

f. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement n°2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les immobilisations figurent à l'actif du bilan pour leur coût historique, diminué des amortissements cumulés.

Les immobilisations corporelles et incorporelles incluent des actifs corporels et incorporels acquis séparément. Lorsque les composants d'un actif corporel ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés séparément et amortis sur leur durée d'utilisation propre.

La banque amortit ses immobilisations en appliquant des taux d'amortissement calculés suivant le mode linéaire ou dégressif appliqués à la durée d'utilité estimée. Il est constaté des amortissements dérogatoires pour la partie des amortissements qui excèdent l'amortissement économique.

Les méthodes et durées d'amortissement sont les suivantes :

Actifs concernés	Méthode d'amortissement	Durée
Bâtiments : Gros œuvre	L	de 30 à 40 ans
Bâtiments : Second œuvre	L	de 20 à 50 ans
Bâtiments : Equipements techniques	L	de 15 à 20 ans
Bâtiments : Finitions	L	de 8 à 10 ans
Mobiliers	L	de 5 à 10 ans
Matériels de bureau et informatique	L / D	de 3 à 5 ans
Matériels de transport	L	de 3 à 5 ans
Logiciels	L	de 1 à 5 ans
Terrains	N/A	N/A
Droits au bail, fonds de commerce	N/A	N/A

La banque détermine à la clôture de chaque exercice, s'il existe des indices de pertes notables de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles. S'il existe un quelconque indice, un test de perte de valeur est effectué afin d'évaluer si la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur actuelle, définie comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur de vente diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité (l'évaluation de la valeur d'utilité d'un actif s'effectuant généralement par actualisation des flux de trésorerie futurs générés par cet actif).

Lorsque la valeur actuelle d'un actif est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est enregistrée au compte de résultat. Lorsque la valeur actuelle redevient supérieure à sa valeur comptable, la dépréciation antérieurement constatée est reprise au compte de résultat.

Aucune dépréciation n'a été constatée sur l'année 2023. La dépréciation d'actif en 2020, concernant un droit au bail, a été conservée pour un montant de 152 K€.

g. AUTRES ACTIFS DIVERS ET COMPTES DE RÉGULARISATION

Les comptes de régularisation incluent principalement des produits à recevoir ne se rapportant pas à des créances rattachées à la clientèle et des charges comptabilisées d'avance.

Les autres actifs regroupent les comptes ouverts aux divers agents économiques retraçant le règlement d'opérations sur titres, de créances diverses envers les tiers et autres actifs d'impôts courants.

Lorsque la valeur actuelle d'un de ces actifs est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est enregistrée au compte de résultat.

Aucune dépréciation de ces actifs n'a été constituée à la clôture de l'exercice.

Ces autres actifs incluent un actif de 3,4 M€ envers l'éditeur informatique SAB pour lequel une procédure de remboursement des sommes engagées est en cours (voir Faits Marquants page 5). Ce montant correspond à la meilleure estimation à date des sommes qui seront perçues par la BAMl.

h. PROVISIONS

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. A moins d'être couverte par un texte spécifique ou de relever des opérations bancaires ou connexes, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation en vers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Pour la BAMI, ce poste recouvre les provisions pour :

- Risques de contrepartie,
- Risques de change,
- Litiges.

Provision liée à l'épargne logement : les comptes et les plans d'épargne-logement proposés à la clientèle de particuliers (personnes physiques) dans le cadre de la loi n°65-554 du 10 juillet 1965 associent une phase de collecte de ressources sous forme d'épargne rémunérée et une phase d'emploi de ces ressources sous forme de prêts immobiliers, cette dernière phase étant réglementairement conditionnée, et dès lors indissociable, de la phase de collecte. Les dépôts ainsi collectés et les prêts accordés sont enregistrés au coût amorti.

Ces instruments génèrent donc pour la BAMI des engagements de deux natures :

- L'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;
- L'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables pour la BAMI doivent faire l'objet de provisions présentées au passif du bilan et dont les variations sont enregistrées en Produit net bancaire au sein de la marge d'intérêt. Ces provisions ne sont relatives qu'aux seuls engagements liés aux comptes et plans d'épargne-logement existants à la date de calcul de la provision.

Les provisions sont calculées sur chaque génération de plans d'épargne-logement d'une part, sans compensation entre les engagements relatifs à des générations différentes de plans d'épargne-logement, et sur l'ensemble des comptes d'épargne-logement qui constitue une seule et même génération d'autre part.

Une provision est constituée dès lors que les résultats futurs prévisionnels actualisés sont négatifs pour une génération donnée. Ces résultats sont mesurés par référence aux taux offerts à la clientèle particulière pour des instruments d'épargne et de financement équivalents, en cohérence avec la durée de vie estimée des encours et leur date de mise en place.

Au titre de l'épargne logement, au 31/12/2023, comme au 31/12/2022, la BAMI n'a pas constitué de provision pour des raisons identiques :

- Un niveau d'encours de crédits à l'habitat liés à des produits d'épargne logement non significatif pour la BAMI ;
- L'ancienneté des stocks BAMI de PEL et CEL, dont les taux de rémunération supérieur au taux directeur, fait de cette épargne un produit refuge en terme de rémunération pour la clientèle de la BAMI qui présente peu de risque de transformation en crédits étant donné le niveau des taux de prêts actuel.

Il est à noter que le conflit en Ukraine et l'inflation qui en découle depuis février 2022 a modifié fortement l'évolution des taux directeurs, négatifs jusqu'alors. L'analyse sur les conséquences défavorables potentielles de cette conjoncture de taux à la hausse sera réalisée courant 2024 avec l'objectif d'évaluer la pertinence de la constitution d'une provision à la fin de l'exercice. A noter que les provisions sur Engagements Sociaux, notamment les Médailles du Travail et les Indemnités de Fin de Contrat de Travail, ne sont pas enregistrées dans les comptes de la BAMI mais intégrées dans les comptes consolidés de sa maison mère suivant les recommandations de l'ANC 2020-01.

i. FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX

Conformément à l'article 1121-3 du règlement ANC 2014-07, les fonds pour risques bancaires généraux sont définis comme les montants que l'établissement assujéti décide d'affecter à la couverture de tels risques, lorsque des raisons de prudence l'imposent eu égard aux risques particuliers inhérents aux opérations bancaires.

Le montant du Fonds pour Risques Bancaires Généraux de la BAMI s'élève à 1 million d'euros.

j. PASSIFS ÉVENTUELS

Le produit exceptionnel 2022 d'un montant de 9 M€ (voir note 36 sur le Résultat Exceptionnel) correspond à un abandon de créance réalisé avec une clause de retour à meilleure fortune. L'existence de cette clause entraîne une obligation potentielle de la BAMI envers la SCA BAKIA, société qui a consenti l'abandon. Cette obligation potentielle dépend de la réalisation de plusieurs conditions, notamment une condition relative aux exigences prudentielles, elle constitue donc un passif éventuel pour la BAMI.

NOTES ANNEXES

Au 31 décembre (En milliers d'euros)	2023			2022
	Montant brut	Dépréciations	Montant net	Montant net
Caisse, banques centrales, CCP	72 752		72 752	38 138
Créances sur les établissements de crédit				
Comptes ordinaires	6 939		6 939	5 433
Comptes et prêts à terme (1)				
Total des créances sur les établissements de crédit	6 939		6 939	5 433
Total des opérations interbancaires et assimilées	79 691		79 691	43 571
<i>Dont créances rattachées (1)</i>	<i>0</i>		<i>0</i>	
<i>(1) Application ANC N°2020-10 du 22 Décembre 2020. Reclassement encours centralisation CDC en contrepartie des comptes d'épargne à régime spécial</i>				

Depuis le 1^{er} juin 2023 la BAMl utilise le mécanisme de facilités de dépôts proposé par la Banque de France et, à ce titre réalise des virements de trésorerie quotidiens. Ces dépôts « overnight » génèrent des intérêts journaliers, calculés au taux directeur, qui sont capitalisés.

Au 31 décembre 2023, le montant du dépôt « overnight » s'élevait à 65,6 M€ et le montant des intérêts cumulés comptabilisés à 2,9 M€.

Le montant total des dépôts à la Banque de France s'élevait à 71 366,8 K€ contre 36 702,9 K€ au 31/12/2022.

La créance représentative de la quote-part de l'épargne réglementée centralisée auprès du Fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations ne figure pas à l'actif dans les opérations interbancaires depuis 2020. Cette créance et les intérêts qui y sont rattachés sont présentés en déduction des comptes d'épargne concernés (livrets A, livrets de développement durable et solidaire et comptes sur livret d'épargne populaire) au passif (voir Note 13).

Au 31 décembre 2023, cette créance s'élève à 29 252 K€ (y/c les intérêts courus) contre 24 457 K€ au 31 décembre 2022.

NOTE 2. OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2023			2022
	Montant brut	Dépréciations	Montant net	Montant net
Créances sur la clientèle				
Créances commerciales	11 772		11 772	12 525
Comptes ordinaires débiteurs	7 492		7 492	7 610
Autres concours à la clientèle				
Crédits à l'exportation	570		570	147
Crédits de trésorerie	49 095		49 095	51 505
Crédits à l'équipement	197 521		197 521	179 413
Crédits à l'habitat	50 934		50 934	48 956
Autres crédits à la clientèle				
Total des autres concours à la clientèle	298 120		298 120	280 021
Valeurs non imputées	5 341		5 341	4 753
Créances douteuses	10 977	4 608	6 369	3 079
Créances rattachées sur la clientèle	603		603	522
Total des créances sur la clientèle	334 305	4 608	334 305	308 510
Total des opérations avec la clientèle	334 305	4 608	334 305	308 510
<i>Dont créances rattachées</i>	<i>603</i>		<i>603</i>	<i>522</i>

La production de crédits en 2023 a progressé de 6,4%, principalement pour financer des biens d'équipement à notre clientèle « entreprises ».

NOTE 3. RISQUES SUR CRÉDITS À LA CLIENTÈLE

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2023	2022
Engagements globaux bruts		
Engagements sains	323 328	305 430
Engagements douteux	7 172	2 780
Engagements douteux compromis	3 805	3 512
Total des engagements globaux bruts	334 305	311 722
Dépréciations	4 608	3 212
Engagements nets	329 697	308 510
Taux de couverture des engagements douteux et douteux compromis	41,98%	51,06%
Poids engagements bruts douteux et douteux compromis sur l'encours brut global	3,28%	2,02%

Le montant des créances douteuses compromises et non compromises a progressé en 2023, au 31 décembre il s'élève à 10,9 M€ contre 6,3 M€ au 31 décembre 2022. Le taux de ces créances douteuses représentant les encours des douteux sur le total des opérations réalisées avec la clientèle est de 3,3%.

Le montant du stock de dépréciations s'élève à 4,6 M€ au 31/12/2023 contre 3,2 M€ au 31/12/2022, et le taux de provisionnement à 42% contre 51%.

Dans le total des créances douteuses figure une créance d'un montant de 1,6 M€ provisionnée pour un montant de 748 K€ au 31/12/2023 suite à l'évolution des procédures juridiques au cours de l'exercice.

NOTE 4. VENTILATION DES ENCOURS PAR CATÉGORIES DE CONTREPARTIES

Au 31 décembre 2023 (En milliers d'Euros)	Sociétés	Entreprises individuelles	Particuliers	Adm. Privées publiques	Non résidents	Totaux	% Catégories / encours
Catégories de risques							
Escompte commercial, Dailly	11 772					11 772	3,7%
Crédits à l'exportation	570					570	0,2%
Crédits de trésorerie	29 661	397	19 419	131		49 609	15,6%
Crédits à l'équipement	194 610	2 003		394		197 007	62,1%
Crédits à l'habitat	15 341	476	33 000		2 116	50 933	16,0%
Autres crédits à la clientèle							0,0%
Comptes ordinaires débiteurs	6 600	242	577	6	67	7 492	2,4%
Total	258 555	3 118	52 996	531	2 183	317 384	100,0%

NOTE 5. VENTILATION DES ENCOURS DOUTEUX PAR CATÉGORIES DE CONTREPARTIES

Au 31 décembre 2023 (En milliers d'euros)	Encours brut		Dépréciations	Encours net	% Dépréciations /catégories
	Résidents	Non- résidents			
Catégories de contreparties					
Sociétés	4 963		1 141	3 822	23,0%
Entrepreneurs individuels					
Particuliers	2 208		3	2 205	0,1%
Administrations privées					
Total	7 170		1 144	6 027	15,9%

NOTE 6. VENTILATION DES ENCOURS DOUTEUX COMPROMIS PAR CATÉGORIES DE CONTREPARTIES

Au 31 décembre 2023 (En milliers d'euros)	Encours brut		Dépréciations	Encours net	% Dépréciations /catégories
	Résidents	Non-résidents			
Catégories de contreparties					
Sociétés	3 515		3 183	332	90,5%
Entrepreneurs individuels	8		3	5	34,7%
Particuliers	276		276		100,0%
Administrations privées	4		2	2	57,1%
Total	3 803		3 464	339	91,1%

NOTE 7. DÉPRÉCIATIONS & PROVISIONS

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2023	2022
Solde au 1er janvier	26 566	2 304
Dotation aux dépréciations de l'exercice (1)	2 394	24 425
Reprise de dépréciations (2)	-24 131	-163
Solde au 31 décembre	4 829	26 566
(1) : Dont dotation 2023 aux dépréciations pour créances douteuses 2 204 K€ (y/c actualisation) dont dotation 2023 aux provisions inscrites au passif 594 K€		
(2) : Dont reprise 2023 sur dépréciations pour créances douteuses 809 K€ (y/c actualisation) Dont reprise 2023 de dépréciations des titres de placement 23 310 K€		
Dont reprise 2023 sur provisions inscrites au passif = 12 K€		

Les dépréciations ont été constituées au titre des opérations suivantes

	2023	2022
Dépréciations déduites de l'actif		
Relatives aux opérations avec les établissements de crédit	0	0
Relatives aux opérations avec la clientèle	4 608	3 212
Relatives aux titres	16	23 327
Total des dépréciations déduites de l'actif	4 624	26 539
Provisions inscrites au passif		
Relatives aux engagements par signature	0	0
Relatives aux risques de change	0	0
Relatives aux créances risquées et assimilées	609	27
Total des provisions inscrites au passif	609	27
Total des dépréciations et provisions pour créances douteuses	5 233	26 566

Les dépréciations des créances douteuses et des titres couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Les provisions maintenues au passif du bilan sont constituées des provisions pour engagements par signature et des provisions pour procès et autres préjudices, ainsi que des provisions pour risques.

NOTE 8. OPÉRATIONS SUR TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT ET ASSIMILÉS, ET D'INVESTISSEMENT

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2023			2022
	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette comptable	Valeur nette comptable
Titres de transaction				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable				
Actions propres détenues par le groupe				
Total des titres de transaction				
<i>Dont créances rattachées</i>				
<i>Dont actions et obligations non cotées</i>				
Titres de placement et assimilés				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe	72 597	16	72 580	25 817
Actions, autres titres à revenu variable et titres de l'activité de portefeuille	114 697		114 697	235 916
Actions propres				
Total des titres de placement et assimilés	187 293	16	187 277	261 733
<i>Dont créances rattachées</i>	<i>889</i>		<i>889</i>	<i>434</i>
<i>Dont actions et obligations non cotées</i>				
Titres d'investissement				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Total des titres d'investissement				
<i>Dont créances rattachées</i>				
<i>Dont obligations non cotées</i>				
Total des titres de transaction, de placement et assimilés et d'investissement	187 293	16	187 277	261 733
<i>Dont créances rattachées</i>	<i>889</i>		<i>889</i>	<i>434</i>
<i>Dont effets publics et valeurs assimilées</i>				
Obligations et autres titres à revenu fixe	72 597	16	72 580	25 817
<i>Dont obligations non cotées</i>				
Actions et autres titres à revenu variable	114 697		114 697	235 916
<i>Dont actions non cotées</i>				

La valeur nette du portefeuille « Titres de placement » est passée de 261 733 K€ à 187 277 K€ au cours de l'année 2023. Cette variation est principalement liée d'une part à des cessions non suivies de rachat de certains OPCVM pour un montant brut de -165 972 K€, des reprises de provisions en lien avec ces cessions, + 23 159 K€, et, d'autre part, des souscriptions de Titres de Créances Négociables pour un montant de 69 907 K€. Le montant des moins-values de l'ensemble des cessions d'OPCVM en 2023 s'élève à - 20 021 K€.

Fin 2023, deux TCN, pour un montant de 20 M€ chacun, ont été apportés à la BDF en garantie dans le cadre de la mise en place des prérequis à l'utilisation d'un refinancement. Cette opération n'a pas entraîné de sortie des titres du portefeuille de la BAMF.

NOTE 8 BIS. VENTILATION DES OBLIGATIONS PAR DURÉE RÉSIDUELLE

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2023	2022
Moins de 3 mois		
De 3 mois à 1 an	29	30
De 1 an à 5 ans	1 801	1 865
Plus de 5 ans		
Total	1 830	1 896

Au cours de l'année 2023, les moins-values sur les obligations, ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres, ont fait l'objet d'une provision dont la variation correspond à une dotation nette de 16 K€.

NOTE 9. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2023			2022
	Montant brut	Amortissements et dépréciations (1)	Montant net	Montant net
Immobilisations incorporelles :				
Immobilisations en cours	1 742		1 742	1 288
Droit au bail	299	152	146	146
Fonds de commerce	126		126	126
Progiciels informatiques	1 393	1 069	325	388
Total des immobilisations incorporelles	3 560	1 221	2 339	1 948
Immobilisations corporelles :				
Immobilisations en cours				153
Terrains et constructions	1 665	840	825	867
Immeubles en location simple				
Equipements, mobiliers, installations	5 332	3 928	1 404	1 776
Autres immobilisations	9 206	7 094	2 112	2 058
Total des immobilisations corporelles	16 204	11 862	4 341	4 854
Total des immob. Corporelles et incorporelles	19 764	13 084	6 680	6 802

Aucune provision pour dépréciation d'actifs n'a été constituée à la clôture de l'exercice

(En milliers d'Euros)	31/12/2022	Acquisitions	Sorties	31/12/2023
Immobilisations incorporelles :				
Immobilisations en cours	1 288	581	126	1 742
Droit au bail	299			299
Fonds de commerce	126			126
Progiciels informatiques	1 355	39		1 393
Total des immobilisations incorporelles	3 067	620	126	3 560
Immobilisations corporelles :				
Immobilisations en cours	153	54	207	
Terrains et constructions	1 669		4	1 665
Immeubles en location simple				
Equipements, mobiliers, installations	5 228	156	52	5 332
Autres immobilisations	8 902	319	15	9 206
Total des immobilisations corporelles	15 952	528	277	16 204
Valeur brute des immobilisations	19 019	1 148	403	19 764

(En milliers d'Euros)	31/12/2022	Acquisitions	Sorties	Dépréciations	31/12/2023
Amortissements cumulés	12 217	933	66		13 084
Amortissements cumulés	12 217	933	66		13 084

La mise au rebut en 2023 de matériels informatiques hors service n'a pas généré d'impact significatif sur le résultat.

La dotation aux amortissements de l'exercice 2023 s'élève à 933 386,89 euros contre 848 982,64 euros en 2022.

NOTE 10. TITRES DE PARTICIPATION, AUTRES TITRES DÉTENUS À LONG TERME

(En milliers d'Euros)	Valeur brute 2023	Valeur nette 2023	Valeur nette 2022
Autres titres détenus à long terme	689	684	631
Total des autres titres détenus à long terme	689	684	631

(En milliers d'Euros)	Valeur brute 2023	Valeur nette 2023	Valeur nette 2022	Quote-part du capital détenu (%)	Capital
Titres de participation					
SCI URGAIN Giratoire de Maignon - 64100 Bayonne	9,900	9,900	9,900	99,00%	10
SCI IPARTOKI 13 place Floquet - 64220 St Jean Pied de Port	0,100	0,100	0,100	1,00%	10
SCI MARCADAL 11 place Floquet - 64220 St Jean Pied de Port	0,015	0,015	0,015	2,00%	10
Créances rattachées à des participations					
Avances aux filiales (1)	3 786	3 786	3 587		
Total des participations et créances rattachées	3 786	3 786	3 587		

Aucune information n'est donnée car les transactions conclues ne présentent pas une importance significative et ont, en outre, été conclues à des conditions normales de marché.

NOTE 11. COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES ACTIFS :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2023	2022
Comptes de régularisation – Actif :		
Comptes d'encaissements	6	1
Comptes d'ajustements devises débiteurs		
Produits à recevoir	1 121	697
Charges constatées d'avance	224	238
Total des comptes de régularisation - Actif	1 350	936
Autres actifs :		
Fonds d'épargne CDC / LA – LDD		
Créance d'impôt sur les bénéfices		1 703
Actifs divers	7 510	6 032
Total des autres actifs	7 510	7 735
<i>Dont créances rattachées</i>	20	20
Total des comptes de régularisation et autres actifs	8 860	8 671

Au 31/12/2023, un produit à recevoir a été comptabilisé pour un montant de 405 K€ suite à un jugement exécutoire favorable à la BAMl dans le cadre d'un litige l'opposant à un client. Le client ayant fait appel, la BAMl a neutralisé le produit comptabilisé par une provision pour risque et charge.

NOTE 12. COMPTES CRÉDITEURS INTERBANCAIRES ET TITRES ÉMIS SUR LES MARCHES INTERBANCAIRES

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2023	2022
Comptes créditeurs interbancaires et assimilés :		
Comptes ordinaires		81
Comptes et emprunts	8	8
Opérations de pension		
Titres donnés en pension livrée		
Autres valeurs données en pension ou vendues ferme		
Total des opérations de pension		
Autres sommes dues	7 204	5 121
Total des comptes créditeurs interbancaires et assimilés	7 211	5 209
Dettes envers les établissements de crédit représentées par un titre		
Titres du marché interbancaire		
Total des opérations interbancaires et assimilées créditrices	7 211	5 209
<i>Dont dettes rattachées</i>		

NOTE 13. COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE, BONS DE CAISSE ET CRÉANCES NÉGOCIABLES

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2023	2022
Comptes créditeurs de la clientèle :		
Comptes ordinaires	404 599	465 646
Comptes à terme	69 305	34 782
Comptes d'épargne à régime spécial (1)	70 663	83 750
Opérations de pension		
Titres donnés en pension livrée		
Autres valeurs donnés en pension ou vendues ferme		
Total des comptes créditeurs de la clientèle	544 566	583 878
Dettes envers la clientèle représentées par un titre		
Titres de créances négociables		
Bons de caisse		
Total des dettes envers la clientèle représentées par un titre		
Total des dépôts de la clientèle	544 566	583 878
<i>Dont dettes rattachées (1)</i>	<i>422</i>	<i>-311</i>
<i>(1) Application ANC N°2020-10 du 22 Décembre 2020. Reclassement encours centralisation CDC en contrepartie des comptes d'épargne à régime spécial</i>		

NOTE 14. COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES PASSIFS

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2023	2022
Comptes de régularisation – Passif		
Charges à payer	802	610
Comptes d'ajustements créditeurs	310	301
Comptes d'encaissements		
Produits constatés d'avance	1 645	342
Total des comptes de régularisation - Passif	2 757	1 253
Autres passifs		
Comptes de règlements relatifs aux opérations sur titres		
Dettes fiscales	1 475	163
Dettes sociales	2 138	1 659
Autres créditeurs et passifs divers	972	1 096
Total des autres passifs	4 585	2 918
Total des comptes de régularisation et autres passifs	7 342	4 171

NOTE 15. ENCOURS DE DÉPÔTS COLLECTES AU TITRE DES COMPTES ET PLANS D'ÉPARGNE-LOGEMENT

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2023	2022
Plans d'épargne-logement (PEL)		
Ancienneté de moins de 4 ans	265	179
Ancienneté comprise entre 4 et 10 ans	1 913	2 551
Ancienneté de plus de 10 ans	5 231	4 860
Sous-total	7 409	7 590
Comptes épargne-logement (CEL)	2 478	2 399
Total	9 887	9 989

NOTE 16. ENCOURS DE CRÉDITS A L'HABITAT OCTROYÉS AU TITRE DES COMPTES ET PLANS D'ÉPARGNE-LOGEMENT

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2023	2022
Plans d'épargne-logement (PEL)		
Ancienneté de moins de 4 ans		
Ancienneté comprise entre 4 et 10 ans		
Ancienneté de plus de 10 ans		5
Sous-total		5
Comptes épargne-logement (CEL)	1	5
Total	1	9

NOTE 17. PROVISIONS SUR ENGAGEMENTS LIES AUX COMPTES ET PLANS D'ÉPARGNE-LOGEMENT

(En milliers d'Euros)	31/12/2022	Dotations	Reprises	31/12/2023
Plans d'épargne-logement (PEL)				
Ancienneté de moins de 4 ans				
Ancienneté comprise entre 4 et 10 ans				
Ancienneté de plus de 10 ans				
Sous-total				
Comptes épargne-logement (CEL)				
Total				

Compte tenu des volumes concernés, la BAMl n'a pas constitué de provision au titre des engagements liés aux comptes et plans d'épargne-logement.

NOTE 18. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

(En milliers d'Euros)	31/12/2022	Dotations	Reprises	31/12/2023
Risques de contrepartie	27	594	12	609
Risques de change				
Litiges				
Total	27	594	12	609

NOTE 19. FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX :

(En milliers d'Euros)	31/12/2022	Dotations	Reprises	31/12/2023
Fonds pour risques bancaires généraux	1 000			1 000
Total	1 000			1 000

Le montant de la dotation aux provisions pour risques et charges comprend 404 K€, montant lié à un litige décrit dans la Note 11.

Le montant du Fonds pour « Risques Bancaires Généraux » de la BAMI s'élève à 1 million d'euros, identique au 31/12/2022.

NOTE 20. PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

(En milliers d'Euros)	31/12/2022	Dotations	Reprises	31/12/2023
Amortissements dérogatoires				
Risques de crédits à moyen et long terme				
Total				

NOTE 21. CAPITAUX PROPRES (HORS PROVISIONS RÉGLEMENTÉES ET FRBG)

(En milliers d'Euros)	Capital	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Total Capitaux propres (hors prov. régl. et FRBG)
Au 31 décembre 2022	30 000	27 682	44	-18 496	39 230
Augmentation de capital	9 364	0	0	0	9 364
Affectation en réserves	0	0	0	0	0
Affectation au report à nouveau	0	0	-18 496	18 496	0
Distribution de dividendes	0	0	0	0	0
Changement de méthode comptable (impact s/exercices antérieurs)	0	0	0	0	0
Résultat 2023	0	0	0	7 289	7 289
Au 31 décembre 2023	39 364	27 682	-18 452	7 289	55 883

Le capital social est composé de 235 774 actions, entièrement libérées

(En milliers d'Euros)	Capital	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Total Capitaux propres (hors prov. régl. et FRBG)
Au 31 décembre 2021	30 000	27 682	223	4 283	62 189
Augmentation de capital	0	0	0	0	0
Affectation en réserves	0	0	0	0	0
Affectation au report à nouveau	0	0	-179	179	0
Distribution de dividendes	0	0	0	-4 462	-4 462
Changement de méthode comptable (impact s/exercices antérieurs)	0	0	0	0	0
Résultat 2023	0	0	0	-18 496	-18 496
Au 31 décembre 2022	30 000	27 682	44	-18 496	39 230

Le capital social est composé de 198 317 actions, entièrement libérées

NOTE 22. ENGAGEMENTS DE HORS BILAN

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2023	2022
Engagements de financement donnés et reçus		
Engagements de financement donnés		
Aux établissements de crédit		
A la clientèle		
Ouverture de crédits confirmés		
Ouverture de crédits documentaires	289	354
Autres ouvertures de crédits confirmés	84 640	106 267
Autres engagements en faveur de la clientèle	40	40
Total des engagements de financement donnés	84 968	106 661
<i>Dont engagements douteux</i>	<i>479</i>	
Accords de refinancement "stand-by" reçus		
Des établissements de crédit		
De la clientèle		
Total des engagements de financement reçus		
Engagements de garantie donnés et reçus		
Engagements de garantie donnés		
D'ordre des établissements de crédit		
Confirmation d'ouverture de crédits documentaires		
Ouverture de crédits confirmés		
Autres garanties	3 229	3 387
D'ordre de la clientèle		
Cautions, avals et autres garanties		
Cautions immobilières		
Cautions administratives et fiscales	536	478
Autres garanties	20 324	17 330
Autres garanties d'ordre de la clientèle	32 867	33 444
Total des engagements de garantie donnés	56 956	54 639
<i>Dont engagements douteux</i>	<i>764</i>	<i>239</i>
Engagements de garantie reçus :		
Des établissements de crédit	17 186	20 764
De la clientèle		
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées		
Garanties reçues de la clientèle financière		
Autres garanties reçues	217 268	202 155
Total des engagements de garantie reçus	234 454	222 919

NOTE 23. ENGAGEMENTS DE HORS-BILAN (SUITE)

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2023	2022
Engagements sur titres donnés et reçus		
Engagements donnés sur titres		
Titres à donner		
Total des engagements donnés sur titres		
Engagements reçus sur titres		
Titres à recevoir		
Total des engagements reçus sur titres		
Engagements sur opérations en devises et sur instruments financiers à terme		
Engagements donnés sur opérations en devises et sur instruments financiers à terme		
Engagements sur opérations en devises		
Engagements sur instruments financiers à terme		
Total des engagements donnés		
Engagements reçus sur opérations en devises et sur instruments financiers à terme		
Engagements sur opérations en devises		
Engagements sur instruments financiers à terme		
Total des engagements reçus		
Autres engagements donnés et reçus		
Autres engagements donnés		
Valeurs affectées en garantie d'opérations sur marchés à terme		
Autres valeurs affectées en garantie		
Autres engagements donnés		
Total des autres engagements donnés		
<i>Dont engagements douteux</i>		
Autres engagements reçus		
Valeurs reçues en garantie d'opérations sur marchés à terme		
Autres valeurs reçues en garantie	451	626
Autres engagements reçus		
Total des autres engagements reçus	451	626

NOTE 24. ECHÉANCES DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES

Au 31 décembre 2023 (En milliers d'Euros)	Durées restant à courir						Au 31/12/22
	Opérations à vue et au jour le jour	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
EMPLOIS :							
Opérations interbancaires et assimilées	79 691					79 691	43 571
Caisse, banque centrale, CCP	72 752					72 752	38 138
Effets publics et valeur assimilées							
Créances sur les établissements de crédit	6 939					6 939	5 433
Opérations avec la clientèle	19 851	34 551	43 275	138 166	93 855	329 697	308 510
Créances sur la clientèle	19 851	34 551	43 275	138 166	93 855	329 697	308 510
Opérations de crédit-bail et assimilées							
Obligations et autres titres à revenu fixe			40 000	32 003		72 003	25 985
Titres de transaction							
Titres de placement			40 000	32 003		72 003	25 985
Titres d'investissement							
RESSOURCES							
Opérations interbancaires et assimilées	7 204	8				7 211	5 209
Comptes créditeurs interbancaires et assimilés	7 204	8				7 211	5 209
Dettes envers les établissements de crédit représentées par un titre							
Opérations avec la clientèle	468 194	48 621	27 050	634	67	544 566	583 878
Comptes créditeurs de la clientèle	468 194	48 621	27 050	634	67	544 566	583 878
Dettes envers la clientèle représentées par un titre							

NOTES COMPTE DE RÉSULTAT

(En milliers d'Euros)	2023	2022
Produits nets d'intérêts et revenus	13 354	8 627
Intérêts et produits assimilés	16 207	9 513
Sur opérations avec les établissements de crédit	4 298	413
Sur opérations avec la clientèle	9 404	8 039
Sur obligations et titres à revenu fixe	2 505	1 062
Intérêts et charges assimilés	-2 853	-886
Sur opérations avec les établissements de crédit	-1	0
Sur opérations avec la clientèle	-2 852	-886
Sur obligations et titres à revenu fixe	0	0
Produits sur opérations de location simple	0	5
Revenus des titres à revenu variable	1	2
Produits nets des commissions	7 243	6 764
Commissions (produits)	8 749	8 012
Commissions (charges)	-1 505	-1 249
Produits ou pertes nets sur opérations financières	6 908	-27 212
Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation	2	3
Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés	6 906	-27 215
Autres produits nets d'exploitation	267	211
Autres produits d'exploitation bancaire	274	217
Autres charges d'exploitation bancaire	-7	-6
Produit net bancaire	27 773	-11 604

Le montant des produits nets d'intérêts s'élève à 13 354 K€ au 31/12/2023, ce montant comprend notamment les intérêts perçus au titre des opérations de facilités de dépôts initiées par la BAM I début juin 2023 (2,9 M€), les intérêts des comptes créditeurs de la BAM I chez ses correspondants (338 K€) ainsi que le montant des intérêts versés par la CDC (866 K€). L'évolution des taux de la BDF de 2 à 3,75% s'est également repercutée sur la rémunération des réserves obligatoires de la BAM I, le montant versé au titre de l'année 2023 est de 133K€.

NOTE 25. INTÉRÊTS, PRODUITS ET CHARGES ASSIMILÉS

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		Produits / Charges nets	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Sur opérations avec les établissements de crédit	1	0	4 298	413	4 297	413
Sur opérations avec la clientèle	2 852	886	9 404	8 039	6 551	7 152
Sur opérations de crédit-bail	0	0	0	0	0	0
Relatives à des dettes représentées par un titre	0	0	199	91	199	91
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	2 307	971	2 307	971
Total des intérêts et produits / charges assimilés	2 853	886	16 208	9 513	13 355	8 627

Les produits sur obligations et autres titres à revenu fixe s'élève à 2 307 K€ dont 708 K€ d'intérêts des Titres de Créances Négociables acquis en 2023.

Commissions - Principes comptables :

Les commissions assimilables par nature à des intérêts sont comptabilisées en intérêts, produits et charges assimilés (note 25). Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations ;
- commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

NOTE 26. COMMISSIONS

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		Produits / Charges nets	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Sur opérations de trésorerie et interbancaires	45	28	0	0	-45	-28
Sur opérations avec la clientèle	0	0	2 196	2 052	2 196	2 052
Relatives aux opérations sur titres	287	149	0	0	-287	-149
Sur opérations de change	0	0	0	0	0	0
Relatives à des prestations de services bancaires et financiers	1 574	1 070	5 987	5 491	4 413	4 420
Sur opérations de hors-bilan	2	2	564	470	562	468
Total des commissions	1 908	1 249	8 747	8 012	6 839	6 764

Le montant net des commissions s'élève à 6 839 K€ au 31 décembre 2023, ce montant reste stable par rapport à 2022.

NOTE 27. REVENUS DES TITRES À REVENU VARIABLE

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2023	2022
Actions et autres titres à revenu variable	1	2
Participations et autres titres détenus à LT	0	0
Parts dans les entreprises liées	0	0
Total des revenus des titres à revenu variable	1	2

NOTE 28. GAINS OU PERTES SUR OPÉRATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILÉS

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2023	2022
Résultat net des cessions	-16 404	-4 022
Dotation (reprise) nette aux (de) provisions pour dépréciations	23 310	-23 193
Total des gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	6 906	-27 215

Au 31/12/2023, le poste « Gains ou Pertes nets sur Opérations Financières » affiche un solde positif de 6 906 K€ correspondant à la moins-value nette dégagée par la cession en mars 2023 de plusieurs OPCVM (-20 021 K€) compensée par une reprise de provisions constituées à la clôture de l'exercice 2022, (+23 159 K€), et à la plus-value externalisée fin 2023 pour 3 617 K€.

Un montant de reprise de provisions sur les obligations détenues en portefeuille est également compris dans le gain total de 6 906 K€ pour un montant de 152 K€.

NOTE 29. PRODUITS SUR OPÉRATIONS DE LOCATION SIMPLE

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		Produits / Charges nets	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Sur opérations de location simple	0	0	0	5	0	5
Total produits sur opérations de location simple	0	0	0	5	0	5

NOTE 30. GAINS OU PERTES SUR OPÉRATIONS DES PORTEFEUILLES DE NÉGOCIATION

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2023	2022
Titres de transaction	0	0
Change	2	3
Instruments financiers	0	0
Total des gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	2	3

NOTE 31. AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		Produits / Charges nets	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	7	6	274	217	267	211
Total des autres produits et charges d'exploitation bancaire	7	6	274	217	267	211

NOTE 32. FRAIS DE PERSONNEL

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2023	2022
Salaires et traitements	6 864	6 072
Charges sociales		
Charges de retraite	456	425
Autres charges sociales	2 100	1 909
Total des charges sociales	2 557	2 334
Intéressement et participation des salariés aux résultats		
Intéressement des salariés	0	60
Participation des salariés aux résultats	191	0
Total de l'intéressement et de la participation des salariés aux résultats	191	60
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	552	418
Total des frais de personnel	10 163	8 884

Engagements sociaux :

En application de la convention collective de la banque, la BAMl est amenée à verser aux salariés partant à la retraite une indemnité de départ. Les droits potentiellement acquis à ce titre par les salariés ont fait l'objet d'une évaluation au 31/12/23.

La méthode actuarielle retenue : Rétrospective prorata temporis tient compte de l'âge, de l'ancienneté, de la progression de salaire, et de la probabilité de présence à la BAMl au moment du départ à la retraite ; sur la base du salaire annuel et un taux d'actualisation et de revalorisation annuelle nette du fonds de 3,20%.

Dans le cadre de la recommandation ANC n°2013-02, la BAMl n'a pas provisionné ces engagements sociaux.

Au 31/12/23, ces derniers s'élèvent à 496 845 €, contre 477 350 € au 31/12/2022.

Médaille du travail :

L'engagement au 31/12/23 s'élève à 543 662 €, contre 518 944 € au 31/12/22.

Transactions avec les dirigeants :

Ce sont des avantages à court terme qui comprennent les rémunérations et avantages versés aux dirigeants mandataires sociaux (rémunération de base, rémunérations versées au titre du mandat social, avantages en nature et part variable).

Le montant des jetons de présence versés aux administrateurs de la BAMl au titre des conseils d'administration et des comités spécialisés tenus en 2023 s'élève à 165 K€.

NOTE 33. GAINS NETS SUR ACTIFS IMMOBILISÉS

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2023	2022
Immobilisations d'exploitation		
Produits de cession des éléments d'actifs cédés	0	47
Valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	-4	-2
Gains/pertes nets sur immobilisations d'exploitation	-3	45
Total des gains/pertes nets sur actifs immobilisés	-3	45

Les plus ou moins-values de cession sur immobilisations et titres sont inscrites au poste « Gains ou pertes sur actifs immobilisés », à l'exception de celles générées lors de cessions de valeurs mobilières de placement qui figurent dans « Produits ou pertes nets sur opérations financières » du résultat courant.

La mise au rebut de matériels informatiques hors service en 2022 a eu un impact non significatif sur le résultat.

Les cessions d'immobilisations liées au renouvellement du parc automobile ont généré un gain net sur actifs immobilisés de 45 K€ en 2022 contre 315 en 2021.

Les gains ou pertes sur actifs immobilisés comprennent :

- les gains ou pertes sur cessions d'actifs corporels et incorporels affectés à l'exploitation de l'établissement, issus de la différence entre plus-values et moins-values de cession et reprises et dotations aux provisions ;
- les gains ou pertes des opérations sur titres de participation, sur autres titres détenus à long terme, sur parts dans les entreprises liées et sur titres d'investissement, issus de la différence entre reprises de provisions et plus-values de cession et dotations aux provisions et moins-values de cession

NOTE 34. COÛT DU RISQUE

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2023			2022
	Opérations avec la clientèle	Autres opérations	Total	Total
Dotations aux provisions de l'exercice				
Risques de contrepartie	-2 394	0	-2 394	-1 232
Risques de change	0	0	0	0
Litiges	0	0	0	0
Total des dotations aux provisions de l'exercice	-2 394	0	-2 394	-1 232
Reprises de provisions de l'exercice				
Risques de contrepartie	820	0	820	163
Risques de change	0	0	0	0
Litiges	0	0	0	0
Total des reprises de provisions de l'exercice	820	0	820	163
Dotation nette aux provisions de l'exercice	-1 573	0	-1 573	-1 069
Créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	0	0	0	0
Créances irrécouvrables couvertes par des provisions	-551	0	-551	0
Récupérations sur créances amorties	29	0	29	1
Total du coût du risque	-2 095	0	-2 095	-1 069
Dont :				
Charge nette des provisions constituées au titre des risques spécifiques	-2 095	0	-2 095	-1 069
Reprise nette des provisions constituées au titre des risques pays	0	0	0	0

NOTE 35. PROVISIONS RÈGLEMENTÉES

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2023	2022
Dotations aux provisions de l'exercice :		
Crédits moyen/long terme	0	0
Amortissements dérogatoires	0	0
Total des dotations aux provisions de l'exercice	0	0
Reprises de provisions de l'exercice :		
Crédits moyen/long terme	0	0
Amortissements dérogatoires	0	2
Total des reprises de provisions de l'exercice	0	2
Reprises nettes de dotations / Dotations nettes de reprises de l'exercice	0	2

NOTE 36. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2023	2022
Charges exceptionnelles (Actifs)	0	0
Autres Charges exceptionnelles	0	0
Produits exceptionnels	0	9 000
Total du résultat exceptionnel	0	9 000

NOTE 37. IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2023	2022
Charge nette d'impôt sur les bénéfices	1 316	0
Sur activités courantes	257	0
Sur titres d'OPCVM détenus	1 059	0
Sur exercices antérieurs	0	0

La BAMl est assujettie à l'IS au taux de 25% et à la contribution sociale sur les bénéfices au taux de 3,3%. Au titre de l'exercice 2023, le montant de l'impôt au taux de 25% s'élève à 1 310 K€, avant crédit d'impôt (- 12 K€), la contribution sociale est de 18 K€.

Le montant d'utilisation du déficit reportable, généré en 2022, dans le calcul de l'IS au titre de 2023 s'élève à 6 242 K€.

NOTE 38. EFFECTIFS MOYENS

Au 31 décembre	2023	2022
Total BAMl	130	135
Dont cadres	49	49
Dont personnel mis à disposition	0	0

NOTE 39. EVOLUTION DU CAPITAL

	Nombre d'actions	Capital (€)
Situation au 31 décembre 2019	198 317	30 000 000
Situation au 31 décembre 2020	198 317	30 000 000
Situation au 31 décembre 2021	198 317	30 000 000
Situation au 31 décembre 2022	198 317	30 000 000
Situation au 31 décembre 2023	235 774	39 364 250

L'augmentation de capital souscrite en juin 2023 fait suite à l'abandon de créance avec clause de retour à meilleure fortune de la société mère la SCA BAKIA, abandon comptabilisé en 2022 dans les comptes annuels de BAMl.

La clause de retour à meilleur fortune constitue un engagement donné, appartenant à la catégorie des « engagements financiers donnés divers » et de ce fait ne faisant pas partie des engagements publiables dans le tableau du hors-bilan de la BAMl. Le montant de cet engagement s'élève à 9 M€.

NOTE 40. CONSOLIDATION

Les comptes de la BAMl sont consolidés par intégration globale dans les comptes de la SCA BAKIA.

NOTE 41. LOI ECKERT

Conformément à la loi Eckert sur les comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence (Loi n°2014-617, II de l'article L L312-19 du COMOFI), les banques ont obligation de publier chaque année :

- le nombre de comptes à vue inactifs ouverts dans leurs livres à l'issue d'une période de 12 mois. Cette période est portée à cinq ans pour les autres typologies de comptes
- le montant total des dépôts et avoirs inscrits sur ces comptes.

Ces informations doivent être publiées dans le rapport annuel ou sur tout autre document durable.

Ces informations doivent être facilement accessibles (Art. R312-21 COMOFI).

A ce titre, pour l'exercice 2023, la BAMl déclare avoir dans ses livres 455 comptes inactifs pour un montant de 4 451 K€. Suivant l'article L312-20 du COMOFI, les comptes inactifs mentionnés au 1° du I du même article L. 312-19, à l'issue d'un délai de dix ans à compter de la date de la dernière opération, doivent être déposés à la Caisse des Dépôts et Consignations. A ce titre, pour l'exercice 2023, la BAMl a transféré 2 comptes à la Caisse des dépôts et Consignations pour un montant de 7 K€.

IV. — Rapport annuel sur l'emploi des fonds des livrets A et LDD non centralisés Année 2023

Ce rapport est établi conformément à la loi L.M.E. (Loi de Modernisation de l'Economie) du 4 août 2008 et pour répondre aux exigences mentionnées au cinquième alinéa de l'article L. 221-5 du code monétaire et financier.

Vous trouverez ci-dessous les données relatives aux encours de la ressource d'épargne (Livret A + Livret Développement Durable) ainsi qu'à ceux des emplois pour les prêts aux P.M.E. (Petites et Moyennes Entreprises) et les P.E.E. (Prêts Économie Énergie) destinés aux particuliers pour les travaux d'économies d'énergie dans des bâtiments à usage d'habitation achevés depuis au moins 2 ans.

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022	Variation année 2022/2023	Variation en %	Variation année 2021/2022
Total encours non centralisés	23 962	20 778	3 184	15,3%	2 387
Encours du Livret A	35 457	30 150	5 307	17,6%	3 779
Encours du LDD	16 991	14 769	2 222	15,0%	862
Total encours épargne LA + LDD	52 448	44 920	7 529	16,8%	1 718
Encours financement aux PME	258 984	234 727	24 257	10,3%	6 651
Dont montant des nouveaux prêts	19 480	25 019	-5 539		-48 829
Encours prêts économie Énergie	805	130	675	519,2%	-17
Dont montant des nouveaux prêts	0	0	0	0	0
Total encours prêts	259 789	234 857	24 932	10,6%	6 634
Ratio total encours prêts / Total encours épargne non centralisés	1 084,2%	1 130,3%			
Ratio encours nouveaux prêts PME / Variation encours épargne non centralisés (1)	611,9%	1 048,3%			

L'encours d'épargne des livrets A + L.D.D. a progressé de 16,8%, soit 17,6% pour le livret A et de 15% pour les L.D.D. La progression des encours au niveau des emplois se situe à 10,6% dont plus de 100% pour les P.E.E.

Les obligations réglementaires de l'utilisation de la ressource non centralisée sont largement respectées :

- Le taux d'utilisation de la ressource non centralisée ressort à 1084,2% soit nettement supérieur au minimum de 80 % imposé par la loi
- La production de prêts aux PME s'est élevée à 19480,36 K€ en 2023 alors que le montant des encours non centralisé augmentait de 3184 K€ dans le même temps ; pour mémoire, le ratio Encours nouveaux prêts PME / Variation encours épargne non centralisée doit être supérieur à 75%.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels (Exercice clos le 31 décembre 2023)

À l'assemblée générale de la Banque Michel Inchauspé (BAMI),

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Banque Michel Inchauspé (BAMI) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la banque à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit – Dépréciation individuelle sur les créances à la clientèle**Risque identifié**

Dans le cadre de ses activités de crédit, BAMl comptabilise des encours douteux et constitue des dépréciations individuelles sur ces encours, en tenant compte des garanties reçues, afin de couvrir les risques de crédit avérés.

L'estimation des dépréciations repose sur l'appréciation du créancier qui porte notamment sur la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques et les garanties appelées ou susceptibles de l'être, conformément aux principes comptables énoncés dans la note « b. Opérations avec la clientèle – paragraphe dépréciation ». Ces dépréciations sont évaluées par la Direction de votre banque en fonction des flux recouvrables estimés sur chacun des crédits concernés.

Parmi les opérations de crédit, certaines présentant un risque de crédit avéré ont conduit à la constitution de provisions pour dépréciation à hauteur de 4,6 M€ sur les encours douteux d'un montant de 10,9 M€, comme indiqué dans la note « 2 Opérations avec la clientèle » et la note « 3 Risque sur crédit à la clientèle ».

L'évaluation des risques de crédit est considérée comme un point clé de l'audit en raison de l'importance significative des créances sur la clientèle dans les comptes de BAMl et du caractère individuel des critères retenus dans l'appréciation de la situation de la contrepartie.

Notre réponse

Afin d'apprécier le caractère approprié des méthodes de dépréciation des crédits à la clientèle, nos travaux ont consisté à :

- ✓ Apprécier la conception et l'efficacité des contrôles clés identifiés sur le processus d'octroi de crédit et d'évaluation du risque de crédit ;
- ✓ Examiner la méthodologie de provisionnement sur les encours déclassés en douteux ;
- ✓ Tester, en particulier sur une sélection de crédits les plus significatifs, les principales hypothèses retenues pour la classification des encours en douteux, ainsi que l'estimation des dépréciations individuelles afférentes et la valorisation des garanties réelles ;
- ✓ Examiner l'impact net des pertes constatées au cours de l'exercice face aux provisions antérieurement constituées sur ces créances en application de la méthode de provisionnement de la société ;
- ✓ Vérifier l'information financière fournie dans les notes annexes aux comptes annuels au titre de l'estimation de la dépréciation des encours de crédit.

Evaluation et dépréciation des titres de placement**Risque identifié**

Au 31 décembre 2023, la valeur du portefeuille de placement de la BAMl s'élève à 187,3 M€ en valeur brute. Il présente donc un caractère significatif pour le bilan de la banque.

Comme indiqué dans la note « Titres de placement » de la section « c. - Portefeuille titres » de l'annexe :

- ✓ A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes sur actions et autres titres à revenu variable ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres font l'objet d'une dépréciation. Celle-ci est appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.
- ✓ A la date de clôture de l'exercice, les moins-values latentes sur Obligations et autres titres à revenu fixe ressortant de la différence entre la valeur comptable (corrigée des amortissements et reprises des décotes ou primes) et le prix de marché des titres font l'objet d'une dépréciation. Celle-ci est appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Nous avons considéré l'évaluation du portefeuille de titres de placements comme un point clé de l'audit en raison de son importance dans le bilan de la banque.

Notre réponse

Pour apprécier l'exactitude et la valorisation du portefeuille à la clôture de l'exercice, nos travaux ont consisté à apprécier la procédure d'évaluation du portefeuille titres.

Nos travaux ont consisté également à :

- ✓ Obtenir les avis d'opéré reçus sur les nouvelles acquisitions pour contrôler les coûts d'acquisition des titres ;
- ✓ Apprécier la valorisation retenue en effectuant des tests de contre valorisation sur un échantillon de titres ;
- ✓ Apprécier la notion d'ensembles homogènes de titres au regard de la réglementation comptable
- ✓ Vérifier l'information financière fournie dans les notes annexes aux comptes annuels au titre de la valorisation des titres.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre banque considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Banque Michel Inchauspé (BAMI) par l'assemblée générale statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2021 pour le cabinet KPMG S.A. et l'assemblée générale statuant sur les comptes clos du 31 décembre 2005 pour le cabinet RSM PARIS.

Au 31 décembre 2023, le cabinet KPMG S.A. était dans la 2^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet RSM PARIS dans la 18^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la banque à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la banque ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre banque.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la succursale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-27 à L.822-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes

Labège, le 15 mai 2024

KPMG S.A.

Pierre SUBREVILLE
Associé

Paris, le 15 mai 2024

RSM Paris

Ratana LYVONG
Associé